

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur l'Orateur, je me suis tellement laissé prendre par l'éloquence de mon prédécesseur que j'ai oublié de me préparer à le suivre. Après un si excellent discours, je me sens bien humble, cependant je suis disposé à dire quelques mots de ce bill.

Ce projet de loi est bien caractéristique de l'approche adoptée trop souvent par le gouvernement en matière de planification économique. Qu'on me permette de le dire, il fait assez penser à l'écrivain qui disait: «Que le dernier à quitter la ville veuille bien éteindre les lumières». Voilà le genre de bill dont nous nous occupons. Il ne correspond pas du tout au genre de projet que le gouvernement se devrait de présenter en fait de stratégies économique et industrielle, après avoir tant cafouillé.

J'entrerai dans le détail du projet en temps voulu. Mais il faut dire tout d'abord que s'il est nécessaire, c'est parce que le gouvernement a négligé d'adopter une stratégie industrielle cohérente. Au cours des années que nous avons passées dans l'opposition, nous n'avons cessé de demander au gouvernement d'annoncer, d'exposer et d'élaborer une stratégie industrielle afin de dessiner l'orientation que notre pays devra prendre à l'avenir. Nos demandes d'action concrète sont tombées dans l'oreille d'un sourd. On nous demande aujourd'hui d'adopter cette mesure législative de rafistolage pour venir en aide aux secteurs qui s'effondrent à cause de cette politique. Il est pitoyable qu'on ait besoin de prendre de telles mesures dans notre pays, et cela en dit long sur le gouvernement actuel.

● (2010)

Nous avons, au Canada, un gouvernement qui ne fait que du replâtrage, que ce soit par rapport au budget, aux propositions constitutionnelles ou, comme aujourd'hui, par rapport à la politique industrielle et à la politique sur la main-d'œuvre. Je signale au ministre qui a été nommé récemment, qu'il aura non seulement un travail énorme à fournir, ce dont il est capable, mais qu'il aura besoin également de beaucoup de chance, compte tenu de la compétence de ses collègues du cabinet à l'exception du ministre d'État (Mines) (M^{me} Erola).

Le gouvernement n'a jamais eu la réputation d'être un gouvernement d'action; mais il fut un temps où les gouvernements libéraux étaient connus pour être des gouvernements réceptifs. Auparavant, ils battaient le rappel du bétaïl lorsque ce dernier était sorti de l'étable; mais maintenant quand les vaches sortent, le gouvernement lève les bras au ciel et met les scellés sur la ferme.

M. Baker (Nepean-Carleton): Il achète un nouveau troupeau.

M. Hnatyshyn: Ou bien, comme le dit mon collègue de Nepean-Carleton (M. Baker), il achète un nouveau troupeau avec les deniers publics. Je prends acte des dispositions de cette mesure législative visant à créer des comités mixtes de planification dans le cas de fermetures d'usines, objectifs nobles destinés à établir un programme d'adaptation pour minimiser les répercussions que pourrait avoir le licenciement de travailleurs superflus. Je reviendrai à cette question ultérieurement.

J'aimerais bien savoir, compte tenu des dispositions de ce bill, qui exactement pourra en bénéficier. Je serais surpris, étant donné les conditions imposées, qu'ils soient très nombreux. S'ils sont admis, c'est qu'ils auront répondu à des critères très stricts en matière d'années d'emploi dans un secteur donné. Il vaudrait beaucoup mieux, tant qu'à accorder des indemnités aux travailleurs dont les postes ne se justifient

plus, modifier les dispositions de la loi concernant le nombre d'années pendant lesquelles il faut avoir travaillé dans un secteur donné ou dans une région donnée pour toucher l'indemnité. Dans ce cas, compte tenu de la situation économique actuelle, nous aurions davantage de Canadiens au chômage et sans espoir de trouver un emploi dans l'immédiat qui pourraient bénéficier des dispositions de la loi.

Au sujet de ce texte de loi précisément, j'aimerais m'attarder plus particulièrement sur une question intéressante et importante, pour moi qui viens de la Saskatchewan et qui ai fait partie du gouvernement. Il s'agit d'un problème qui touche précisément la Saskatchewan et en particulier Uranium City. Je demande instamment quelle aide ce projet de loi apportera à des gens qui n'ont commis aucune faute professionnelle et qui ont été licenciés, non par les redoutables entreprises privées, mais par une société de la Couronne. Nous avons écouté le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). On pourrait croire qu'une société de la Couronne est la solution à toutes nos stratégies industrielles ou aux problèmes que nous connaissons car une telle entreprise permet au gouvernement de mettre en œuvre sa politique économique nationale. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré qu'une société de la Couronne est un organisme qui doit rendre des comptes au pays. Ce sont là de bien belles paroles venant du ministre au sujet des avantages des sociétés de la Couronne.

Les mesures dures et cruelles que la société de la Couronne Eldorado Nucléaire Ltée a prises à Uranium City ont de quoi faire frissonner de honte et de déception n'importe quel Canadien. Qu'une société d'État puisse prendre des mesures aussi cruelles et aussi dures à l'égard d'une localité de près de 3,000 habitants du nord de la Saskatchewan mérite une enquête parlementaire approfondie au sujet de la fermeture d'une industrie qui touche une ville et une province importantes.

Les dispositions législatives prévues à cet égard représentent le minimum que le gouvernement actuel exige des sociétés. Compte tenu de la loi qui nous est présentée aujourd'hui, il vaut la peine, je pense, d'examiner comment les sociétés de la Couronne traitent leurs employés et l'aide que le gouvernement a apportée à ses propres fonctionnaires. Eldorado Nucléaire Limitée existe depuis plusieurs dizaines d'années. Une ville prospère de 3,000 habitants s'est créée autour de la mine. Des habitants d'Uranium City ont acheté des maisons, établi des commerces et installé leur famille. Ce n'est pas un simple camp de mineurs où la main-d'œuvre se renouvelle d'une semaine à l'autre; cette ville s'est créée en fonction des besoins de la Société. Il serait normal que le gouvernement et sa société de la Couronne fassent preuve d'autant de bonne volonté. En fait, la ville dépend presque entièrement d'Eldorado Nucléaire Limitée. Elle n'a aucune autre industrie importante pour la faire vivre. D'après les rapports, la ville a une assiette fiscale de 4.5 millions de dollars pour payer l'alimentation en eau potable et les égouts, l'entretien des rues et l'éclairage. Eldorado Nucléaire Limitée fournit 87 p. 100 de cet impôt. A son départ, il restera à la municipalité moins d'un million de dollars pour ces dépenses.

Eldorado Nucléaire Limitée a récemment fait de gros investissements dans la localité. Je signale que ceux-ci ont incité de nombreux résidents à croire qu'Uranium City était promise à